

SUR LA CONTINGENCE DES MODES DE GOUVERNANCE  
DE L'ACTION COLLECTIVE ENTENDUE DANS SES COMPLEXITES :  
**Elinor OSTROM et le « Nobel » d'Economie**

**Roland PEREZ**  
[perez.roland@free.fr](mailto:perez.roland@free.fr)

Ndlr. En montrant, dès 1990, pièces à l'appui, que « *le mode de gouvernance le mieux adapté à un problème posé au sein d'une société donnée ne peut être décrété a priori ; il est contingent aux caractéristiques (techniques, politiques, culturelles...) de ce problème et de cette société* », Elinor Ostrom nous invitait à reconnaître enfin l'irréductibilité des modes de gouvernance des actions collectives aux schémas théoriques toujours simplificateurs privilégiés jusqu'ici par les grandes institutions académiques.

Aussi faut-il remercier l'Institutions du Nobel d'économie de nous inciter à prêter enfin attention aux travaux de cette économiste que négligeaient en particulier la plupart des économistes et politologues français. La traduction française\* publiée cette année de son ouvrage de 1990 devenu célèbre, '*Governing the Commons : The Evolution of Institutions for Collective Action*', (Cambridge U. Press), va espérons-le, contribuer à renouveler notre intelligence de l'action collective.

Grace à sa rencontre avec des chercheurs du CIRAD Montpellier dont certains travaillaient étroitement avec E. Ostrom depuis une vingtaine d'année, Roland PEREZ a su 'faire attention' à l'œuvre d'E Ostrom et de son 'école de Bloomington'. Il s'attache depuis 3 ans, avec quelques collègues, à 'faire travailler' cette problématique de l'action collective dans les communautés francophone. Il nous propose ici de la mettre en perspective dans l'actualité des expériences et des travaux sur les phénomènes d'auto-éco organisation qui se développent 'sur le terrain', dans et par les multiples formes d'actions 'en commun'. JLM

\* Elinor Ostrom, '[Gouvernance des Biens Communs](#)', ed. De Boeck, 2010, 301 pages

Le 12 octobre dernier, le comité en charge de décerner le « *Sveriges Riksbank Priz in Economic Sciences in Memory of Alfred Nobel* », communément appelé « Nobel d'économie » décidait, pour cette année 2009, d'attribuer ce prix prestigieux conjointement à deux chercheurs américains, Mme Elinor Ostrom et M. Olivier Williamson, prix qui leur a été remis le 8 décembre dernier à Stockholm.

Ces deux chercheurs avaient en commun, outre leur nationalité et leur âge déjà vénérable – respectivement 76 et 77 ans<sup>1</sup> - de travailler l'un et l'autre sur « **la gouvernance des organisations** » et cet intérêt porté à cette problématique de gouvernance a été expressément pointé dans les attendus du jury<sup>2</sup>, comme pour justifier que les deux lauréats soient ainsi associés. Cependant, ces similitudes s'arrêtent là car, même s'ils se connaissent, ces deux nouveaux prix Nobel représentent des personnalités distinctes, voire contrastées :

- O.W. est professeur dans l'une des plus prestigieuses universités américaines (U. Californie à Berkeley) ; il était déjà universellement connu par ses travaux en théorie de la firme et en économie institutionnelle<sup>3</sup>, ses ouvrages étaient traduits dans de nombreuses langues, notamment en français.

- E.O., en revanche, est professeur dans une université de qualité mais un peu moins prestigieuse (U. Indiana à Bloomington) ; qui plus est, E.O. appartient au département de sciences politiques, distinct - aux USA comme en France - aussi bien des sciences économiques que des sciences de gestion. Ses travaux, bien que reconnus aux USA et dans le monde anglo-saxon au meilleur

niveau<sup>4</sup>, n'ont fait l'objet que d'une diffusion inégale à l'extérieur de cette zone, avec notamment aucune traduction en langue française<sup>5</sup>.

Cette moindre notoriété, toute relative<sup>6</sup>, nous paraît tenir, outre une discrétion inhérente à la personnalité de l'intéressée, à plusieurs facteurs portant respectivement sur la problématique, les terrains, les méthodes de recherche, ainsi que les résultats obtenus sur plusieurs décennies maintenant.

1 – la problématique de recherche d'E.O. porte principalement sur les « *biens communs* », thématique qui n'est pas au centre – c'est le moins que l'on puisse dire – des préoccupations de la société américaine et de la corporation des économistes de l'École de Chicago (laquelle devance toutes les autres au hit-parade des Nobel d'Economie depuis la création de ce prix). Surtout, la question de recherche à laquelle s'est attachée E.O. semblait sans grand intérêt, plus précisément depuis le célèbre article de Garrett Hardin sur « *The Tragedy of Commons* » qui semblait l'avoir définitivement réglée – si cette expression a un sens en science économique – au profit du paradigme néo-classique dominant<sup>7</sup>.

2 – les terrains choisis par E.O. pour effectuer ses recherches – la gestion de l'eau en Californie du Sud (thème de son PhD obtenu à l'UCLA en 1963), les pêcheries côtières en Turquie, l'exploitation des forêts au Népal (chantier le plus récent) – malgré leur variété et leur intérêt intrinsèque, ont pu apparaître comme traditionnels, voire de second ordre par rapport à ceux offerts par les mutations technologiques majeures, les dynamiques des marchés mondialisés et les stratégies des grandes firmes et groupes qui y opèrent. Certes, on est loin de Wall Street, de la City et de Dubai...

3 – les méthodes de recherche mobilisées par E.O. et son équipe, si elles recourent largement à la modélisation – notamment par l'utilisation des « jeux multi-acteurs »<sup>8</sup> – font une place essentielle à l'analyse anthropologique des sociétés étudiées (histoire, institutions, coutumes...); contextualisation qui paraît naturelle, voire indispensable, pour le type de recherche menée par E.O. mais qui va à l'encontre de la tendance marquée de décontextualisation de la science économique dans la posture que cette dernière prend pour se faire reconnaître comme universelle, à l'instar de sciences dures comme la physique.

4 – les résultats obtenus « aggravait » – si l'on ose dire – le cas d'E.O. Si en effet, elle avait confirmé, sur les terrains étudiés et avec sa méthodologie particulière, les conclusions de Hardin – à savoir la suprématie des systèmes fondés sur l'appropriation privative par rapport à ceux fondés sur la gestion collective – nul doute que ses résultats auraient été positivement accueillis, comme une contribution, certes non essentielle mais méritoire, au dossier. Or, les résultats obtenus par E.O. et son équipe infirment les conclusions péremptoires de Hardin.

Plus exactement, ils les relativisent fortement en abordant les *modes de gouvernance*. L'opposition frontale entre la gouvernance « éclatée » reposant sur l'appropriation privée et le marché d'une part, et la gouvernance « centralisée » via l'appropriation étatique et la loi d'autre part, laissait peu de place à une voie médiane de gouvernance, celle des « *commons* » via des communautés organisées. E.O. sans aller jusqu'à considérer que cette voie médiane est toujours la meilleure, nous dit qu'elle doit être considérée comme possible au même titre que les deux voies classiques; le mode de gouvernance le mieux adapté à un problème posé au sein d'une société donnée ne peut être décrété a priori; il est contingent aux caractéristiques (techniques, politiques, culturelles...) de ce problème et de cette société.

On comprend qu'un tel parcours singulier ait suscité des réserves dans une partie de la communauté académique du « *mainstream* » dont certains membres considéraient que cette politologue- anthropologue n'était pas véritablement une économiste<sup>9</sup> et, en revanche, une

approbation, parfois enthousiaste, de divers groupes et courants de pensée, jusqu'alors considérés comme secondaires, voire marginaux (institutionnalistes, environmentalistes, autogestionnaires...).

oOo

En France, jusqu'à l'attribution du Nobel, la plupart des économistes et chercheurs en SHS ignoraient même le nom d'EO et a fortiori ses travaux. Les quelques exceptions concernaient :

- d'une part, des équipes travaillant sur des thématiques agricoles, environnementales et plus largement sur la dynamique des systèmes socio-écologiques (ainsi celle du CIRAD-GREEN<sup>10</sup> à Agropolis Montpellier) ;
- d'autre part, des chercheurs travaillant sur les concepts de « biens communs » (ainsi le mouvement *Creative Commons* ou l'association VECAM<sup>11</sup>) ou encore sur les relations entre « marchand » et « non-marchand » dans la tradition ouverte par Mauss et prolongée par les sociologues économistes : cf revue du MAUSS (A. Caillé) et travaux sur l'économie sociale (J-L Laville...) ;
- enfin, au-delà de la « science économique » stricto sensu, des chercheurs en sciences de gestion considérant ces dernières comme fondées sur une théorie de « l'action collective » (A. David, A. Hatchuel, R. Laufer) et étudiant la dynamique des organisations et leur mode de gouvernance (Y. Pesqueux, J-C Thoenig...).

Aussi, la soudaine notoriété que l'attribution du Nobel a valu à E.O. a suscité des réactions très diverses au sein des médias et des communautés scientifiques concernées<sup>12</sup>

Ces réactions variées appellent quelques commentaires :

1 – il est clair que le comité en charge du Nobel d'économie a fait un choix contingent, tenant compte de la crise financière et économique mondiale, laquelle a mis en cause la suprématie bien établie du tout marché et la croyance en leur auto-régulation spontanée. L'heure n'était pas à une nouvelle récompense pour l'Ecole de Chicago... Par ailleurs, en associant OW et EO, par ailleurs plutôt dissemblables comme on l'a noté supra, le comité se donnait ainsi bonne conscience, réunissant un cacique du monde académique des économistes et une collègue un peu moins connue dans ce milieu, car venant d'une autre formation disciplinaire.

2 – Les travaux d'E.O. constituent un plaidoyer pour l'interdisciplinarité en SHS. Plutôt que de s'enfermer dans une formalisation de plus en plus éthérée – et même si son équipe pratique des formes avancées de modélisation - E.O. incite à croiser les regards de plusieurs disciplines autour d'un objet d'analyse commun<sup>13</sup>. Aussi, ses apports intéressent les différentes composantes du champ SHS concernées par « l'action collective » : l'économie certes, mais aussi la gestion et la science politique, la sociologie et l'anthropologie, la cybernétique et la dynamique des systèmes ..... ; rendant un peu factices, voire obsolètes, un certain nombre de frontières disciplinaires actuelles<sup>14</sup>.

3 – Cette interdisciplinarité du champ de recherches s'accompagne, chez E.O. d'un véritable pluralisme méthodologique, combinant méthodes « quanti » et « quali » sans donner, comme le font la plupart des économistes contemporains, la prééminence des premières sur les secondes. Les collectifs de recherche qu'E.O. a créés et a animés recourent, autant que de besoin, à différentes familles de méthodes d'investigation, selon le contexte du terrain étudié. Cet éclectisme, plutôt cette contextualisation des protocoles et méthodes de recherche, constitue – selon nous - l'un des traits les plus caractéristiques d'E.O., notamment ces dernières années<sup>15</sup>.

4 - Enfin, les résultats obtenus par E.O. incitent à la tolérance et au non-dogmatisme. Pour elle, il n'y a pas un modèle absolu de gouvernance – « tout marché » vs « tout Etat » – mais une diversité de situations – y compris celles de règles conçues et mises en œuvre par les communautés concernées – qu'il convient d'analyser au plus près afin d'y apporter une solution adaptée.

La période actuelle met en évidence la pertinence de la problématique, de la méthodologie et des résultats obtenus par E.O. Même les choix de ses terrains sur des « écosystèmes anthropisés », hier encore considérés comme secondaires, deviennent aujourd'hui cruciaux à l'heure de l'échec de Copenhague et des inquiétudes pour la planète.

S'y ajoutent les effets induits par les technologies de l'information et de la communication (TIC) et a fortiori des technologies du vivant, qui renouvellent le débat sur les « biens communs » - comme en témoignent les discussions autour des logiciels libres ou de la loi ADOPI d'une part, des recherches génétiques et de leur brevetabilité d'autre part. Ces items mettent les questions relatives aux régimes d'appropriation, d'usage et de gouvernance de l'information et plus largement de la connaissance au cœur des problématiques de nos sociétés contemporaines<sup>16</sup>.

Ainsi, paradoxalement, la thématique de « la gouvernance des biens communs » est devenue, en quelques décennies, d'une question marginale, voire dépassée, à une question centrale, touchant plusieurs des enjeux majeurs du monde actuel. E.O. par ses intuitions et son obstination aura été un des agents actifs de cette prise de conscience. C'est vraisemblablement le message principal que représente le Nobel qui lui a été attribué.

### **Pour un programme de travail sur les travaux Elinor Ostrom**

Les réactions que nous avons enregistrées et les contacts que nous avons pris font apparaître une grande diversité de positions et d'attentes – au-delà évidemment de l'effet de surprise de ceux qui ignoraient jusqu'à l'existence d'E.O.

Nous proposons un programme de travail sur les travaux d'E.O. et en partenariat avec elle et son équipe. Ce projet devrait intéresser plusieurs groupes de chercheurs.

Sans en faire une nomenclature rigide, on peut avancer la catégorisation suivante :

1 – La catégorie la plus sensibilisée est, logiquement, celle qui connaissait depuis longtemps les travaux d'E.O. et de son équipe, voire qui travaillait avec elle depuis parfois des décennies ; ainsi, à Montpellier, l'équipe GREEN du CIRAD (J. Weber, M. Antona, F. Bousquet). Aussi, il était normal que ce soit cette équipe et plus largement les **économistes des ressources naturelles et de l'environnement** qui ont pu se réjouir de cette consécration d'une collègue travaillant dans le même champ de recherche, ce qui légitimait par là même leurs propres travaux.

2 – En plus de cette catégorie de scientifiques orientés sur les **systèmes socio-écologiques**, d'autres collectifs de chercheurs ont accueilli très favorablement le Nobel attribué à E.O.

2A – tout d'abord, ceux qui s'intéressent à la **problématique des « biens communs »** qu'E.O. a renouvelé largement à partir de sa contestation (E.O. 1990) des thèses d'Hardin (1968) sur « la tragédie des communs ».

Au-delà des **terrains agro-sylvo-pastoraux** qui avaient, à l'époque, été utilisés comme objet de la controverse, la problématique des « biens communs » s'est progressivement élargie à de nouveaux terrains, notamment ceux qui ont été générés par les progrès scientifiques et technologiques : en particulier dans les domaines relevant, d'une part des **sciences et**

**technologies de l'information et de la communication (STIC)**, d'autre part des **sciences et technologies du vivant (STV)**. Comme nous l'avions précédemment noté, une grande partie des débats majeurs du monde contemporaine tourne autour de ces domaines : licences libres, brevetabilité du vivant... Ainsi, il serait réducteur de cantonner les travaux d'E.O. aux seuls terrains agro-environnementaux – dont l'importance ne nous échappe pas – et il conviendrait d'utiliser les avancées conceptuelles et méthodologiques qu'elle a permis avec son équipe pour traiter des questions posées sur d'autres terrains, tels que ceux des STIC et SNV cités supra.

2B – Le renouvellement de la problématique des biens communs se traduit, au-delà de la variété des différents terrains étudiés, sur une contribution plus générale concernant les **régimes de gouvernance économique**. C'est cet apport spécifique qui a été explicitement souligné par le Comité du Nobel, ce qui permettait à ce dernier d'associer les travaux d'E.O. et ceux, assez différents, d'O. Williamson.

L'apport essentiel d'E.O. est en effet d'avoir dépassé la dichotomie classique des régimes de gouvernance, décentralisée via le marché versus centralisée via l'Etat (ou sa représentation) ; elle a posé le principe de l'existence d'une troisième voie, fondée sur l'**auto-organisation** (*self-organization*) et l'**auto-gouvernance** (*self-governance*). Elle et son équipe en ont étudié différentes manifestations, sur différents terrains et dans différents pays (cf nombreuses références) et ont tenté d'en établir les conditions de validité. D'une manière générale, on peut considérer que l'objectif fondamental du fameux *Workshop in Political Theory and Policy Analysis*, fondé en 1969 par Vincent et E.O. a été, sur plusieurs décennies, d'explorer et de développer cette idée fondamentale et de tenter d'en valider les hypothèses. Le Workshop porte fièrement sur son fronton « *A new science of governance for a new Age* » et E.O. a confirmé à plusieurs reprises ce projet scientifique : « *We hope...to contribute to the development of an empirically valid general theory of self-organization and self-governance* » (E.O. in Aligica & Boetcke, p 159).

Dans cette perspective, il paraît essentiel que soient associés au programme d'étude sur les travaux d'E.O., des chercheurs et collectifs de recherche travaillant sur ces questions de gouvernance économique, notamment ceux qui prennent en compte les **institutions**<sup>17</sup> et ceux, plus rares, qui ont étudié les processus d'**auto-organisation**<sup>18</sup>.

2C – Au-delà et à travers ces analyses sur les biens communs et leur modes de gouvernance, E.O. et l'Ecole de Bloomington s'inscrivent dans un débat, sans cesse renouvelé, sur les **relations entre l'individuel et le collectif**, relations dont les positionnements structurent, plus que d'autres éléments, les choix politiques d'une société. E.O. et avant elle son mari Vincent ont été – rappelons-le – titulaires de chaires de sciences politiques (lesquelles, aux USA, couvrent un spectre plus large qu'elles ne le font en France). Ils ont contribué à créer, outre le *Workshop* de l'U. Indiana, la *Public Choice Society* qui a été un forum intellectuel pour l'Amérique contemporaine.

E.O. a été amenée à approfondir des concepts susceptibles d'étayer son programme de recherche. C'est le cas du « **capital social** » (*social capita*)<sup>19</sup>, initié par Bourdieu (1980) en France, puis par Coleman (1988) et Putnam (1995) aux Etats-Unis, concept qui se distingue du « capital humain » (*human capital*) utilisé depuis longtemps par les économistes dans la mesure où il permet d'introduire les valeurs du collectif (cf Bevort & Lallement, 2006). E.O. accorde une importance légitime à ce concept (cf références E.O. 1994, 2003, 2007).

Cet élargissement du champ d'analyse par rapport à l'individualisme méthodologique dominant en science économique, amène à proposer dans le programme en cours de finalisation, une **composante épistémologique** forte. Pour la réussir, il conviendrait d'associer des chercheurs en sciences sociales, épistémologues et philosophes ayant posé des questions comparables et par là susceptibles d'avoir avec E.O. un dialogue constructif<sup>20</sup>

Par sa formation, son environnement intellectuel, son positionnement épistémologique et ses orientations de recherche, E.O. est en effet un exemple de **pluridisciplinarité**. Ce terme ayant été souvent mal utilisé, voire galvaudé, il convient de souligner l'engagement clair d'E.O. à

ce sujet : « *While academic specialization has advantages, overspecialization has dangers* » (in Aligica & Boettke, 2009, p 149). Cet aspect étant essentiel, il conviendra que les participants au programme de recherche sur et avec E.O. reflètent cette diversité disciplinaire.

3 – Une dernière – et non la moindre – des catégories de chercheurs intéressés par les travaux d'E.O. et de son équipe est constituée par tous ceux – ils sont nombreux – qui s'intéressent à ce que nous appellerons les **langages et les méthodes de recherche**.

- Sur les « langages » de la recherche, E.O. est éclectique ; si sa formation de politologue l'amène le plus souvent à utiliser le style littéraire de sa communauté académique, elle recourt parfois à des formalisations mathématiques, mais sans tomber dans ses excès : « *I am not opposed to modelling and using models for policy analysis* » (ib, p 151)
- Sur les méthodes de recherche, E.O. est plus engagée ; elle est une fervente adepte des approches différenciées (*multiple methods*) et a consacré à défendre cette position méthodologique une part significative de ses activités récentes (cf ouvrage en cours de parution, en 2010, avec Jansen et Potete).

Cette importance donnée aux méthodes de recherche n'est évidemment pas sans rapport avec le positionnement théorique et méthodologique d'E.O. Cette dernière considère que les situations, contextes et terrains de recherche étant spécifiques, on ne saurait utiliser un seul type de méthodes, mais des modes différenciés, adaptés à chaque situation : ici on dispose de données assez nombreuses et fiables permettant l'utilisation de tests économétriques, là les données sont trop fragmentées et instables pour le permettre ; en revanche des enquêtes, des monographies, des « *stories telling* » peuvent constituer des méthodes plus adaptées. Il n'y a pas de hiérarchie méthodologique « quanti vs quali » décidée a priori.

Par là même, il apparaît souhaitable/nécessaire que les recherches en liaison avec E.O. donne la place qui lui revient au débat sur les langages et méthodes de recherche et à leur diversité.

## Annexe :

### ***Quelques repères permettant de jalonner l'itinéraire intellectuel d'E.O. :***

1 – Le point de départ me paraît se situer dès la thèse de PhD d'E.O. (soutenue en 1963 à l'UCLA) sur « la gestion de l'eau dans le Sud Californien ». Déjà l'intéressée, sous l'influence de Vincent Ostrom, s'intéresse aux modes d'organisation, de gestion et de gouvernance des ressources susceptibles d'être appropriées/utilisées selon un mode privé ou collectif.

2 – A partir de 1965-70, avec l'installation du couple Ostrom à Indiana University à Bloomington et le lancement du « *Workshop on Political Theory and Policy Analysis* », cette orientation s'accroît. Les analyses menées par V.O. et E.O. se sont diversifiées, allant des ressources naturelles renouvelables aux ressources urbaines comme les services de police. Mais leur objectif reste le même : comment fonctionnent nos sociétés ? avec quelles institutions ? quelles règles en usage ? (« *rules in use* ») quels résultats ?

3 – Le tournant – et le début de la notoriété – a été la contestation de la thèse défendue par Garrett Hardin (1968) sur « *The Tragedy of Commons* », question qui semblait avoir été « définitivement » réglée - si cette expression a un sens en science économique – au profit du paradigme néo-classique dominant.

Pour aller à l'essentiel, l'argument exposé par G.H. est le suivant : un bien commun (ex un pâturage communal) aura tendance à être exploité sans précaution (surpâturage) et donc à se

dégrader (d'où la « tragédie des communs ») ne laissant que l'alternative entre la privatisation ou le contrôle direct par la puissance publique.

E.O., dans divers articles puis dans son ouvrage devenu célèbre - Ostrom E. (1990), *Governing the Commons : The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge U. Pr. - montre que cette situation n'est pas inéluctable et qu'elle dépend des modes d'organisation et de gouvernance mis au point/en usage dans les sociétés concernées.

4 – depuis cette période clé, qui a constitué en quelque sorte le « take-off » de l'Ecole de Bloomington, les analyses menées par E.O. et son équipe se sont considérablement développées, tant aux niveaux des thèmes de recherche étudiés que des pays sur lesquels des chantiers ont été ouverts (notamment en Asie).

Ces travaux ont donné lieu à d'amples débats, notamment dans des instances dédiées :

- A Bloomington, le *Workshop*, sur plusieurs décennies, est devenu un lieu de débat intellectuel, fondé sur le dialogue interdisciplinaire « *The Workshop encompasses fields such as business, anthropology and biological sciences* » (N. Zagorski, 2006). Son site proclame, non sans quelque emphase « *A New Science of Governance for the New Age* ».
- Ailleurs, aux USA, la *Public Choice Society* a été un forum intellectuel pour l'Amérique contemporaine : le *Center for the Study of International Diversity* - dont E.O. a été l'une des fondatrices à l'université de l'Arizona - a accueilli de nombreux chercheurs
- Au niveau international, avec la création en 1990, de l'IASCP (*International Association for the Study of Common Property*), dont E.O. a été la présidente-fondatrice (cf site [www.iasc-commons.org](http://www.iasc-commons.org))

Au plan des productions intellectuelles, un nombre considérable de publications sous différents supports, notamment une trentaine d'ouvrages personnels ou collectifs, attestent de la vitalité de cette Ecole de pensée et de sa notoriété indubitable (cf site).

5 - La reconnaissance nationale aux USA et internationale a suivi durant la dernière décennie, depuis les différents doctorats h.c. délivrés à E.O. (Upsalla, La Haye, Berlin...) jusqu'au récent « Nobel d'économie » décerné fin 2009.

15.07.10 **Roland PEREZ**

[perez.roland@free.fr](mailto:perez.roland@free.fr)

### Références :

- Aligica P.D., Boettke P.J. (2009) *Challenging Institutional Analysis and Development – The Bloomington School*, London, Routledge
- Antona M, Sabourin E. (2004) « Action collective et développement du 15.01.: apports d'Elinor Ostrom » in Sabourin E., Antona M., Coudel E (Ed) *Action collective - workshop CIRAD*, Montpellier
- Audard C. (2009) *Qu'est-ce que libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard
- Bevort A. et Lallement M. (dir.) (2006) *Le capital social : performances, équité et réciprocité*, Paris, La Découverte-MAUSS
- Bousquet F., Antona M., Weber J. (1994) « Simulation multi-agents et gestion des ressources naturelles » in Sébillotte M. *Recherche-système en agriculture et développement rural*, Montpellier, CIRAD
- Brondizio E.S, Ostrom E., Young O.R. (2009) « Connectivity and the Gouvernance of Multilevel Social-Ecological Systems : the role of Social Capital », *Annu. Rev. Environ. Resource*, v. 34, pp 253-272
- Caillé A. (2005) *Dé-penser l'économie*, Paris, La Découverte-MAUSS
- Caillé A. (dir.) (2004) « une théorie sociologique générale est-elle pensable ? », *Revue du MAUSS*, n° 24, 2° sem. 2004, Paris, La Découverte-MAUSS

- Coleman J.S. (1988) « Social Capital in the creation of Human Capital », *American Journal of Sociology*, v. 94, sup.
- Dasgupta P. et Stiglitz J. (Ed.) (2000), *Social Capital : a multifaceted perspective*, NT, The World Bank (avec des contributions de K. Arrow, J.S. Coleman, E. Ostrom, R. Solow...)
- Gupta K.R., Haase Swendsen G.L., Maiti P. (2008) *Social Capital* (vol. 1 & 2), Delhi, Atlantic Pub.
- Hardin G. (1968) « The Tragedy of Commons », *Science*, n° 162, pp 1243-1268
- Hess C. et Ostrom E. (2007), *Understanding Knowledge as a Commons : from Theory to Practice*, Cambridge, MA, The MIT Press
- Laville J-L. (2007), *L'économie solidaire*, Paris, Hachette
- Le Moigne J-L. et Carré D. (1977) *Auto-organisation de l'entreprise*, Paris, Les Editions d'Organisation.
- Ménard C. et Shirley M. (2004), *Handbook of New Institutional Economics*, Boston, Kluwer Acad. Pr.
- Morin E. (1977 & ..), *La méthode* (plusieurs tomes), Paris, Seuil
- Ostrom E. (1990), *Governing the Commons : The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge U. Pr.
- Ostrom E. (1994) « Constituting Social capital and Collective Action », *Journal of Theoretical Politics*, vol 6, n° 4, p 527-562
- Ostrom E. (2000) *People and Forests : Communities, Institutions and Governance*, Cambridge, MA, The MIT Press
- Ostrom E. (2005), *Understanding Institutional Diversity*, Princeton, NJ, Princeton U. Press
- Ostrom E. (2007) « The meaning of Social Capital and its link to Collective Action », W.P. – Bloomington, Indiana Uni. (sur site NRSS)
- Ostrom E & alii (Eds) (2002), *The Drama of the Commons*, Washington DC, Nat. Acad. Press
- Ostrom E. et Ahn T.K (Ed.) (2003), *Foundations of Social Capital*, Edward Elgar
- Perroux F., 1975, « Unités actives et mathématiques modernes », Dunod
- Poteete A.R., Jansen M.A, Ostrom E. (Ed.) (2010), *Working Together : Collective Action, the Commons, and Multiple Methods in Practice*, Princeton U. Press
- Puel H. (2001) *Bien commun, intérêt général, justice sociale*, Lyon, ALEES (Assos. lyonnaise d'éthique économique et sociale)
- Putnam R. (1995), « Bowling alone. America's declining Social Capital », *Journal of Democracy*, vol 6, n° 1
- Silva F. (2010), « Du 20<sup>ème</sup> siècle au 21<sup>ème</sup> siècle : des changements de valeurs », in A. Scourance (ed) *Management et métiers : visions d'experts*, Colombelles, EMS
- Swendsen G.T. et Hasse Swendsen G.W. (2009) *Handbook of Social Capital – The troika of sociology, political science and economics*, Cheltenham, Edward Elgar
- Teulier R. et Lorino Ph. (dir.) (2005), *Entre connaissance et organisation : l'activité collective*, Paris, La Découverte
- Weber J. (1995), *Gestion des ressources renouvelables : fondements théoriques d'un programme de recherches*, doc. CORMAS, u.r. Gerdat-Green, CIRAD, 25 p.
- V.A. (2008), *Which governance for which environment ? Institutions, social preferences and knowledge for governing environmental issues*, Séminaire Cargèze, 04-08.02.2008
- Zagorski N. (2006) « Profile of Elinor Ostrom », *PNAS (Proceeding of the National Academy of sciences of the USA)*, dec. 19, v 103, n° 51, pp 19221-19223

---

## Notes

<sup>1</sup> Cette reconnaissance tardive n'est pas nouvelle en matière d'attribution du prix Nobel, notamment en Economie. Ainsi, Coase a reçu le Nobel en 1991 pour des travaux dont le plus marquant (sur « La nature de la firme ») datait de 1937. De même Markowitz, dont l'article fondateur de la « finance moderne » date de 1952, a



---

été récompensé en 1990. Le comité Nobel se donne le temps de vérifier si les avancées scientifiques apportées par tel ou tel chercheur résistent à l'épreuve du temps....

On peut même penser que ces délais sont parfois insuffisants ; ainsi, lors de la remise du Nobel 1996 à Merton et Scholes (récompensés pour leurs travaux sur la théorie des options, datant de 1973), R.C. Merton avait conclu son discours de présentation par une citation vantant le fonds d'investissement LTCM qu'il avait créé avec Scholes, comme formant « *The best finance faculty in the World* » (cf. discours in site [www.nobelprize.org](http://www.nobelprize.org)). C'était moins d'un an avant la déconfiture spectaculaire de ce fonds...

<sup>2</sup> “*Work that advanced economic governance research from the fringe to the forefront of scientific attention*”. cf site [www.nobelprize.org](http://www.nobelprize.org)

<sup>3</sup> Notamment dans la suite de ceux de Coase, cité supra. Il avait déjà été question d'associer O.W. à R. Coase quand le Nobel d'économie a été attribué à ce dernier en 1991

<sup>4</sup> Notamment les « deux Cambridge » (UK et USA) pour deux de ses principaux ouvrages (1990 et 2000) ; également Princeton (2005).

Notons que E.O. est particulièrement appréciée dans les pays scandinaves au sein desquels ses analyses rencontrent un écho très favorable ; elle était depuis 2007 membre du « Board » du *Stockholm Resilience Centre* (recherches sur la gouvernance des systèmes sociaux-écologiques) et « fellow » du *Beijer Institute of Ecological Economics*. E.O. était aussi Docteur HC de deux universités suédoises : Lulea (2005), Upsalla (2007). Ces distinctions ont pu préparer celle du Nobel....

<sup>5</sup> En revanche, les travaux d'E.O. et de son équipe ont été bien diffusés en Amérique latine et en Asie, notamment via l'IASCP (*International Association for the Study of Common Property*), créée en 1990, à l'initiative d'E.O. (cf site [www.iasc-commons.org](http://www.iasc-commons.org))

<sup>6</sup> Aux USA, E.O. a été Présidente (96-97) de l'*American Political Science Association* et élue (2001) à la *National Academy of Sciences*

<sup>7</sup> Pour aller à l'essentiel, l'argument exposé par G.H. est le suivant : un bien commun (ex un pâturage communal) aura tendance à être exploité sans précaution (surpâturage) et donc à se dégrader (d'où la « tragédie des communs ») ne laissant que l'alternative entre la privatisation ou le contrôle direct par la puissance publique.

<sup>8</sup> « Jeux multi-acteurs incluant théorie des jeux, économie expérimentale, systèmes multi-agents » (F. Bousquet, correspondance avec l'auteur). Cf site du CORMAS (*Naturel Resources and Multi-Agent Systems* ; géré par l'équipe GREEN du CIRAD Montpellier) [www.cormas.cirad.fr](http://www.cormas.cirad.fr)

<sup>9</sup> Les plus jansénistes des économistes du « mainstream » on pu objecter que E.O. ne publiait pas dans le « Top 10 » des revues académiques en Economie... (justement celles définies comme telles par eux-mêmes). En revanche, la partie la plus éclairée du « mainstream » a une grande considération pour la posture épistémologique d'E.O. alliant ouverture d'esprit et rigueur méthodologique.

<sup>10</sup> Ainsi J. Weber témoigne « *Je connais effectivement bien Elinor Ostrom, collaborant avec elle depuis 1986, avant même la création de l'International Association for the Study of Common Property.... L'équipe Cirad-Green collabore sur une base constante avec son équipe et François Bousquet a, des années durant, assuré des formations à la modélisation multi-agents à Bloomington... Nous l'avons faite venir à Montpellier fin 1992 et je l'avais encore invitée en 1994* » (correspondance avec l'auteur)

<sup>11</sup> « VECAM est une association qui s'est constituée sur les constats suivants : L'information, les productions culturelles et le savoir connaissent une numérisation croissante ; les réseaux informatiques maillent progressivement les territoires. Le rôle de Vecam est de donner aux citoyens les moyens de s'interroger, comprendre, débattre et s'approprier ces transformations » (Cf site [www.vecam.org](http://www.vecam.org))

<sup>12</sup> Ainsi :

- a- « Une bonne nouvelle pour la théorie des Biens communs », H. Le Crosnier, VECAM, repris sur site *Alter Eco*, 12.10.09
- b- « Creative Commons se félicite du prix Nobel d'économie, E. Ostrom », E. Delsol, *Le Monde Informatique*, 13.10.09

- 
- c- « Un an après le début de la crise, le comité Nobel fait un choix iconoclaste » S. Cypel, *Le Monde*, 14.10.09
  - d- « Prix Nobel : le marché n'est pas la seule philosophie possible » M. Hutchison (*Breaking News*, repris par *Le Monde*, 14.10.09)
  - e- « EO et OW, analystes minutieux de la complexité », E. Brousseau et M. Ghertman, *Le Monde*, 20.10.09
  - f- « Le prix Nobel d'économie pour l'auto-gestion », M. Rocard, *Libération*, 20.10.09
  - g- « E.O., une Alexis de Tocqueville verte », M. Falque, *La Tribune*, 20.10.09
  - h- « Quand les sciences de la gestion défient l'orthodoxie », A. Hatchuel, *Le Monde*, 27.10.09
  - i- « Prix Nobel d'économie : l'autre économie sort de l'oubli », J. Matouk, *Rue 89*, 23.10.09
  - j- « La crise, les économistes et le prix Nobel d'E.O. », J. Sgard, *Esprit*, novembre 2009

<sup>13</sup> Le séminaire hebdomadaire - « *Workshop on Political Theory and Policy Analysis* » - qu'elle a co-animé avec son mari, Vincent Ostrom (également politologue), à l'université d'Indiana, depuis 1969, témoigne de cette interdisciplinarité. « *The Workshop encompasses fields such as business, anthropology and biological sciences* » (N. Zagorski, 2006).

Un autre témoignage marquant de cette ouverture transdisciplinaire est le *Center for the Study of International Diversity* dont E.O. a été l'une des fondatrices à l'université de l'Arizona et qui a accueilli de nombreux chercheurs (dont plusieurs doctorants et post-doc français).

<sup>14</sup> F. Bousquet (CIRAD Green) témoigne « *je crois qu'E.O. se définit comme politologue et économiste, et qu'elle utilise des méthodes issues de l'ethnologie-anthropologie* » (correspondance avec l'auteur).

<sup>15</sup> En témoigne l'ouvrage collectif, en cours de publication (prévue au printemps 2010), coordonné avec A.P. Poteete et M.A. Jansen, ouvrage qui constitue un véritable plaidoyer envers le pluralisme méthodologique, en relation avec le débat théorique « *Social scientific debates about methodology are entangled with debates about theory* ».

<sup>16</sup> Cf le dernier ouvrage (2007) d'E.O. écrit avec C. Hess qui est par ailleurs, comme « *Information Officer* », l'un des piliers de l'IASC

<sup>17</sup> Cf, en France, le courant de l'économie néo-institutionnelle : C. Ménard & al., et l'Ecole de la régulation : Boyer & al.

<sup>18</sup> Parmi les travaux pionniers sur ce dernier thème, citons ceux de F. Perroux (1975) sur les « unités actives »; ainsi que l'essai de J-L Le Moigne et D. Carré (1977) sur l'« Auto-organisation de l'entreprise ».

<sup>19</sup> On pourrait prendre d'autres exemples comme *connectivity, multilevel systems* cf Brondizio, Ostrom, Young (2009)

<sup>20</sup> Nous pensons aux travaux de C. Audard sur le libéralisme, à A. Caillé au mouvement du MAUSS, à J-L Laville et à l'économie solidaire, à E. Morin développant le paradigme de la complexité générale ..... En sciences des organisations, cf les travaux de Hatchuel, Lorino